

CANADA / USA

Les pièges de Kandahar

ÉCOLE DE CONDUITE AMEL
Reconnue par la SAAQ
Instructeurs qualifiés et expérimentés
Cours jour, soir, fin de semaine, instruction en Français
Anglais ou Arabe
Votre réussite nous tient à coeur !

3300, Boul. Rosemont, Suite 225
Montréal (Qc) H1X 1K2
(Autobus 67 ou 197)
Tél. (514) 729 6330

EXAMEN



Première consultation téléphonique gratuite

Me Nawal Benrouayene
(Avocate-Lawyer)

Familial
Immigration
Criminel

Membre du barreau du Québec

3300, boulevard Rosemont, suite 204, Montréal
Tél.: 514-656-9123 Cell.: 514-993-1378 nawalbenrouayene@videotron.ca




La question de la participation canadienne à la guerre est à l'aune des journaux et des agendas des politiciens aujourd'hui. Cette question paraît complexe dans la mesure où elle préoccupe les citoyens sans laisser se filtrer un consensus politique au sein de la classe des élus.

Elle est complexe aussi et surtout dans la mesure où elle est posée en termes flous, vagues et insaisissables comme du sable mouvant. Et pourtant, combien le sens et le sort de la mission ou des missions canadiennes en Afghanistan peuvent être clarifiés pour tous, une fois pour toute, pour peu que des élus ou des médias en manifestent une poignée de volonté.

Mission ou missions ?

Le Canada est en Afghanistan au moins sous deux chapeaux officiels, la guerre contre les talibans ou mission de combats à Kandahar, et la mission humanitaire d'aides à la reconstruction et de secours à la population.

Il pourrait y avoir d'autres chapeaux invisibles, d'assistance ou de sous-traitances, disons de coopération stratégique avec nos voisins américains. Toutes ces missions seraient, de l'avis de certains esprits, conciliables et associables. Ce qui à mes yeux à moi est faux et trompeur. Et pour raison, ça rime avec l'apologie du crime, avec l'illusion de ne savoir faire l'omelette qu'en sacrifiant les poussins.

Toute guerre détruit et produit l'irréparable que la reconstruction et les aides sont une insulte à la mémoire des victimes. Honnêtement, qui ferait la guerre sachant qu'il en mourrait inévitablement ? Ne condamnons-nous pas les kamikazes, ces désespérés qui en Irak ou ailleurs se font exploser pour répandre terreurs et horreurs ?

Pour ou contre la prolongation au-delà de 2009

Avant de parler de prolongation, je doute fort que soit clairement et définitivement résolue la question du maintien des forces de combat d'ici 2009.

«Ça ne serait pas honorable si on se retirait», entend-on souvent des élus et des soldats faire valoir. Ils auraient raison, si et seulement si le spectre de se voir persévérer dans l'erreur était dissipé.

Ces jours-ci, avons-nous vu et verrons encore des hauts gradés monter sur le front pour vendre aux plus mous la guerre contre les «Talibans». Les médias surtout d'état leur feront échos comme à des messies. Bientôt les sondages les relayeront, forceront la main de Stéphane Dion, de Jack Layton ou qui sait de Gilles Duceppe qui l'un ou l'autre détiennent à présent la clé de solutions alternatives, non bellicistes et sûrement plus humaines et efficaces.

Et probablement irons-nous aux urnes pour choisir un mandataire devant décider et agir comme bon nous semblera. D'ici là, la vague question de notre présence n'aura pas été précisée, clarifiée, démysti-

fiée. Elle se posera toujours en termes rafales du genre «pour ou contre ?», sans jamais questionner avec rigueur et sincérité le bien fondé d'une guerre, ses tenants et ses aboutissants.

Pourquoi sommes-nous à Kandahar, en Afghanistan ?

Nous sommes à Kandahar comme nous aurions pu être au Darfour (Soudan), à Bagdad (Irak), à Kigali (Rwanda), à Mogadiscio (Somalie), à Saigon (Vietnam), j'en passe. Pourquoi sommes-nous là et qu'y faisons-nous ?

Si c'est pour la paix, nous oeuvrerons au rapprochement et à la conciliation des protagonistes, à leur réconciliation avec la population et l'humanité. Cela passe par le dialogue, la diplomatie, et non pas par les canons, les morts non plus par les bruits de bottes.

Souvent a-t-on évoqué l'échec humanitaire au Rwanda pour justifier des missions militaires. Hélas je vois mal comment on aurait aidé à maintenir la paix en combattant les rebelles du FPR ou l'armée régulière, ou en soutenant l'un et l'autre comme c'est malheureusement le cas, dans ce genre de guerres fratricides.

Si c'est pour le pétrole, ou plutôt les intérêts évidents des empires miniers et financiers qui nous roulent dans la farine d'un dessein apocalyptique de guerre des ressources pour soi-disant notre survie, on est et on sera là pour une guerre stratégique qui n'a rien d'une mission de cœur ou de raison. Alors on sera, religieusement pour ou, contre et on devra se la fermer. Mais la mémoire des échecs et des désastres associés à ce genre d'entreprise ne se fermera pas.

Perspectives malheureuses de la mission.

A Kandahar, nous y sommes et y restons pour au moins deux raisons inexplicables. Soit, nous avons trop de surplus budgétaires à Ottawa, alors nos gouvernements irresponsables les dépenseront à leur guise comme de l'argent de la drogue. Allons-nous leur dire de ne pas les brûler avec des impenses militaires pour plutôt les investir dans des efforts diplomatiques et la reconstruction ? Soit nous avons versé trop de sang dans cette aventure, du sang des nôtres, des tiers collatéraux et des adversaires dits «ennemis». Plus nous tuons de «talibans», plus nous voudrions en finir.

Et plus nous rapatrierons des corps jusqu'à un certain seuil et pleurerons des tiers, plus nous voudrions poursuivre les combats dans l'illusion d'une victoire ainsi rendue obligatoire, et l'aveuglement d'une valorisation post mortem du patriotisme des nôtres tombés sous les drapeaux. Allons-nous prendre le courage de l'effort de paix et dénoncer les cyniques raccourcis militaristes ?

Francois Munyabagisha